

L'OIM lance un appel pour soutenir le retour des réfugiés burundais

APA, 27-11-2012 L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) lance un appel pour que des fonds estimés à 2,8 millions USD, soient levés pour soutenir le retour volontaire et la réinsertion des 37.000 anciens réfugiés burundais qui vivent actuellement en Tanzanie, selon un communiqué publié mardi à Nairobi par l'institution internationale. Ces derniers vivent dans deux camps établis dans l'Ouest de la Tanzanie (Mtabila et Nyaragusu) depuis qu'ils ont fui les violences communautaires au Burundi en 1972 et en 1993.

La Tanzanie a pris la décision de fermer le camp de Mtabila d'ici la fin de l'année, suite à l'évaluation faite par l'OIM selon laquelle seuls 2.700 des 39.700 des individus résidents dans le camp avaient besoin de protection internationale et que les 37.000 restants pouvaient rentrer sans difficulté au Burundi. L'OIM, en étroite collaboration avec l'UNHCR et le gouvernement tanzanien, envisage le décaissement de 1,1 million USD pour assurer le transport des anciens réfugiés et leurs propriétés vers le Burundi et soutenir les services de l'immigration tanzanienne dans cette initiative. Un montant supplémentaire de 1,7 million USD sera destiné à l'évaluation des besoins pour l'intégration socio-économique des anciens réfugiés en vue de mettre en place des programmes de réinsertion sociale dans les zones de forte concentration. Les rapatriés bénéficient actuellement de l'assistance de l'UNHCR pour leur intégration, notamment l'argent comptant, des denrées alimentaires pour 6 mois, l'assistance médicale, un abri et l'éducation. L'OIM a engagé des experts chargés de s'assurer, en collaboration avec les autorités burundaises, de la disponibilité des services sociaux de base pour les anciens réfugiés et les communautés d'accueil. Le Burundi est un petit pays enclavé qui a pendant longtemps souffert des difficultés économiques dues notamment à l'insuffisance de surfaces arables. L'engagement de l'OIM et de ses partenaires à assurer des moyens de subsistance viables aux anciens réfugiés.